

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Marchés de Libreville : une pénurie de vivres frais sans précédent !

DE Venez-Voir au PK, 8 en passant par le B2 ou le lieu-dit Conteneur, les étals sont désespérément vides. Pas de banane plantain, ni d'avocats et bien d'autres vivres. Le vide est partout visible. Les grossistes tiennent bon depuis plus d'une semaine déjà, attendant que l'État prenne des mesures fortes et surtout définitives pour que cesse le racket dont ils se disent victimes, de la part des forces de police, de gendarmerie et même de certaines administrations, de la frontière camerounaise à la capitale gabonaise.

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

"**N**OUS ne céderons pas. Quitte à finir de manger tout le capital s'il le faut, mais nous irons jusqu'au bout. On a longtemps crié que la Gabonaise ne voulait rien faire. Maintenant que nous nous activons, c'est notre propre pays qui nous met les bâtons dans les roues." Célestine, grossiste au marché du PK8 - cette commerçante n'a pas voulu nous révéler sa véritable identité -, est assise devant un hangar vide de toute banane plantain, dans un lieu où d'ordinaire ce légume ou fruit, c'est selon, abonde. Elle est en colère.

La dame fait partie du collectif des grossistes fournisseurs des marchés de la capitale, qui ont décidé de suspendre leurs activités tant qu'aucune solution ne sera trouvée à la parafiscalité dont ils se disent victimes sur le circuit d'acheminement de la marchandise, du Cameroun jusqu'à Libreville. "Figurez-vous que je remets 850 000 francs de frais de route à mon chauffeur pour contenter douaniers, gendarmes, policiers et autres, mis à part la location de la voiture, le carburant et le capital d'achat de la marchandise. (...) Le gendarme en route refuse 1 000 francs. Il exige 5 000 francs. Et il n'est pas seul. La mairie, le Conseil départemental, le ministère du Commerce, la douane : chacun veut sa part. Pourtant, on nous a dit que les vivres frais ne paient pas la douane. Il faut que ça cesse!", fulmine Célestine. Pour comprendre

ce qui se passe, il faut remonter l'actualité de quelques jours. Samedi 25 janvier, les commerçants grossistes, fournisseurs des marchés de Libreville en banane, avocat, ananas et autres vivres frais en provenance du Cameroun voisin sont, au cours d'une rencontre, montés au créneau, pour pester contre la parafiscalité.

L'autosuffisance alimentaire semble très loin. Ce mouvement des grossistes est venu le révéler au grand jour. À l'État d'arrêter avec les discours et l'approximation pour une véritable politique agricole qui, à terme, permette de stopper la dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur.

commerçantes au marché banane, lors de ce rendez-vous des commerçants.

Quelques jours après, on observe une pénurie inhabituelle de denrées dans les grands marchés. Au PK8, 4 régimes de bananes sont proposés à un prix compris entre 4 et 11 000 francs. En arrière-plan, les étals, d'ordinaire pleins de régimes, sont vides. D'aucuns en profitent d'ailleurs pour faire le grand ménage. Il reste encore quelques taros. Mais ils ont vu leur coût grimper. Le tas commence désormais à 2 000

francs. Des tomates et autres piments sont issus de jardins périphériques de la capitale. La pomme de terre et la carotte sont marocaines.

Mais pourquoi la production locale ne prend-elle pas le relais ? Célestine fait la moue : "Vous savez combien de camions traversent la frontière chaque semaine ? Pas moins de 20. La production locale ne peut rien. Et je sais de quoi je parle."

Au marché de Venez-Voir, un camion Canter vient de décharger sa cargaison de bananes. Elle vient du Woleu-Ntem. Une production locale prise aussitôt d'assaut par les revendeurs et autres. Chez ces fournisseurs fort opportunistes, la "plaie" de la route est encore fraîche. Preuve en main, le conducteur, remonté contre tout le système, sort une batterie de reçus pour crier lui aussi son ras-le-bol.

Le Conseil départemental a prélevé 3 500 francs au compte de la taxe locale et 5 000 francs pour le transport des marchandises. La mairie de Bitam a pris 3 000 francs de taxe sur le transport. La commune d'Oyem a pris 5 000 francs au compte de la TNI marchandise. La commune de Mitzic a retenu 5 000 francs de taxe. Les frais d'inspection du ministère du Commerce : 5 000 francs. La Direction générale de la concurrence et de la consommation n'avait plus, semble-t-il, de carnets. Elle a visé sur un papier à Biyi, attestant avoir vu passer le camion de vivres. Coût de ce constat : 2 000 francs. Soit un total payé de 28 500 francs. "Sans compter les frais de route où la gendarmerie demande sa

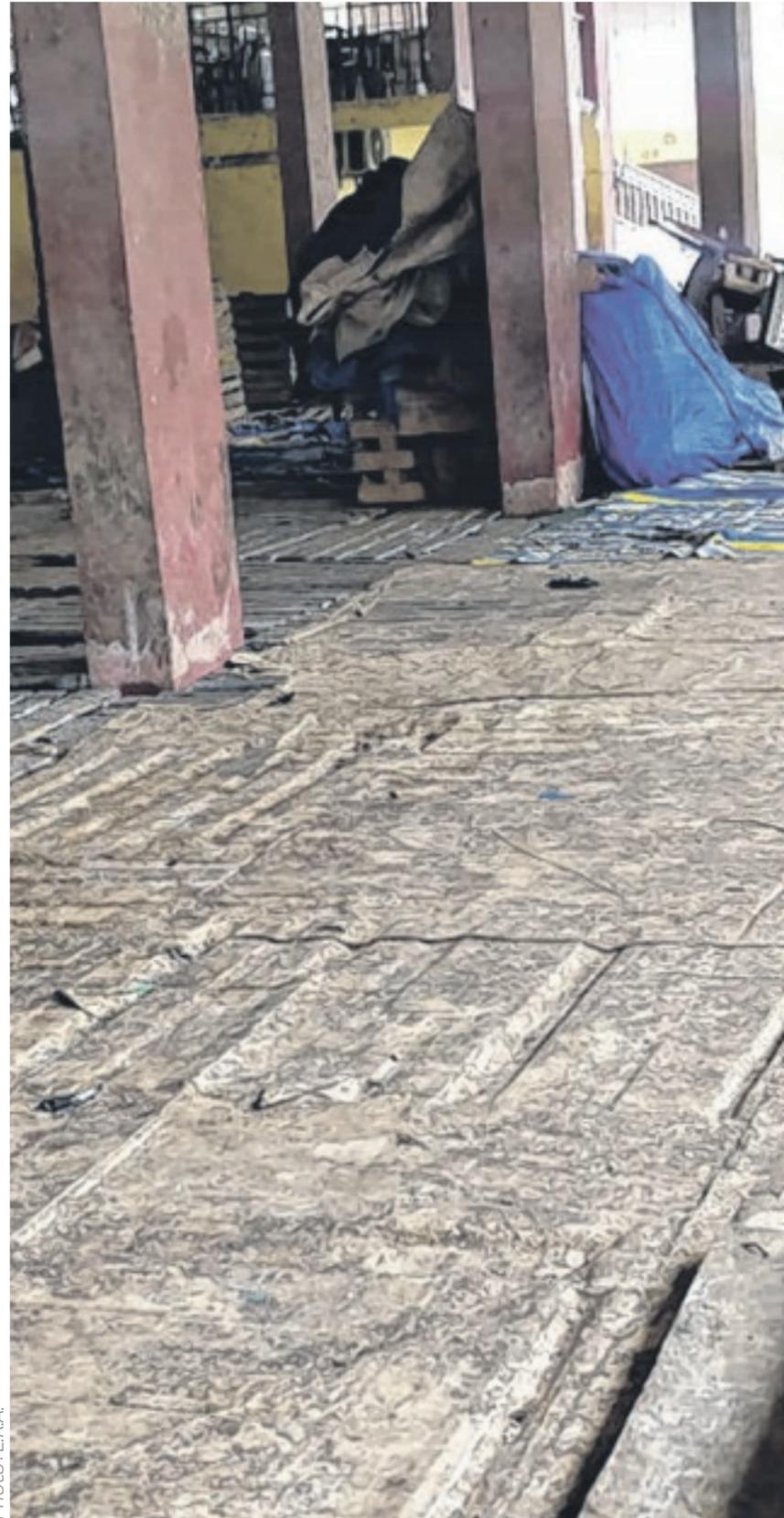


Photo: L.R.A.

Au marché banane du PK8, les hangars sont désespérément vides.

part, la Police judiciaire (PJ), etc. Bref chaque contrôle a son coût. À quoi il faut ajouter le carburant qui augmente chaque jour, la location du véhicule. Et arrivé à Libreville, on est épuisé, mais il faut pouvoir avoir un retour sur investissement. D'où des prix exorbitants au consommateur final, qui doit supporter tous ces frais", tonne-t-il.

Au lieu-dit Conteneur au marché de Mont-Bouët, aucun grossiste non plus. Ici, plus d'avocats, plus de poireaux et autres. Ne cherchez surtout pas la banane. Sur les étals, quelques melons, oignons, derniers stocks en train d'être écoulés.

Et si l'on en croit Célestine, les

commerçants jurent de ne pas céder. De quoi se demander comment vont vivre les Librevillois si jamais la situation devait perdurer.

Graine a-t-il les capacités d'approvisionner les marchés ? La Remboué, où sévissent les éléphants, peut-elle apporter à la capitale les vivres frais que fournit le Cameroun ?

L'autosuffisance alimentaire semble très loin. Ce mouvement des grossistes est venu le révéler au grand jour. À l'État d'arrêter avec les discours et l'approximation pour une véritable politique agricole qui, à terme, permette de stopper la dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur.

magazine.union@sonapresse.com



Des dégâts collatéraux



Photo: L.R.A.

L.R.A.
Libreville/Gabon

DURANT le tour des marchés pour mesurer l'ampleur de la pénurie des vivres frais, il a été donné aux équipes de l'Union de constater que c'est toute une chaîne qui prend un coup. Entre les petits pousseurs qui charrient les marchandises auprès des revendeurs, et les revendeurs eux-mêmes dorénavant sans marchandises à écouler, les pertes sont énormes, bien qu'il soit impossible de les quantifier. Et si l'on continue jusque chez les personnes qui utilisent la banane comme matière première pour leur activité..., le manque à gagner est donc considérable, y compris pour les caisses de l'État. Jusqu'ici, cet État ne semble pas se rendre compte de l'étendue du mal. Mais d'ici quelques jours, si les grossistes ne cèdent pas, il est à craindre

que même le riz flambe, du fait du manque d'autres aliments d'accompagnement. Pendant ce temps, à Graine, on peine à approvisionner les marchés de la capitale. D'ailleurs, de potentiels acheteurs rencontrés au nouveau kiosque du projet de Mbolo attestent de la difficulté à trouver du chou et autres produits comme la banane dans les points de vente de Graine. Alors que l'occasion était fort opportune d'administrer la preuve que les retombées du projet sont effectives. Mais à la lumière des faits, on est loin du compte. Alors, à quand l'ouverture des négociations avec les grossistes ? Il y a ici nécessité de prendre des mesures sur le long terme pour que ces commerçants exercent leurs activités en toute légalité, débarrassés de la crainte du "salut du képi du chef" et autres agissements dont on voit aujourd'hui les prémices des ravages.



Photo: DR/L'Union

Graine au pied du mur !

L.R.A.
Libreville/Gabon

DES grossistes en colère ! L'événement aurait pu passer inaperçu si on avait pu compter sur un plan B solide. Et c'est ici que les yeux se tournent vers la Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (Graine). À grand renfort médiatique, ce projet a été vanté et ses avantages loués au-delà des frontières nationales. Mais Graine peut-elle approvisionner les marchés ? L'on se rappelle la moue de

Célestine, la grossiste rencontrée au marché banane, à l'évocation de cette hypothèse. C'est que, mise en place en 2014, Graine qui avait pour ambition de développer le secteur agricole, faisant passer la contribution de l'agriculture au PIB de 5 à 20 % en 2020, tout en réduisant de 50 % les importations (estimées à environ 300 milliards de francs par an), semble n'avoir jamais quitté l'étape de projet. Faites un tour au marché des Charbonnages qui stocke les produits dits de Graine : quatre pelés et un tondu. Et là ce n'était même pas en temps de pénurie.

Imaginez l'endroit depuis que les grossistes font la moue. Ce n'est donc pas demain la veille que les Librevillois pourront compter sur Graine pour les approvisionner en vivres. La Gabonaise des réalisations peut-elle apporter la preuve du contraire sur le terrain pour taire les mauvaises langues ? Pour ceux qui auraient oublié, Graine est un partenariat entre le gouvernement gabonais (51 %) et le groupe singapourien Olam (49 %). Il est piloté par la société gabonaise de transformation agricole et développement rural, la Sotrader.